

REVUE DE PRESSE

12 janvier 2022 – 1 février 2022



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

DIRCOM Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Enseignants, chercheurs et doctorants

L'Histoire

1 février 2022

Avec Claude Gauvard, professeure émérite en histoire du Moyen-Age

Jeanne : le portrait griffonné du greffier

Aucun portrait de Jeanne d'Arc n'est actuellement connu. A peine savons-nous, grâce aux deux procès (1431 et 1456), qu'elle était plutôt grande et bien faite sous la cuirasse qu'elle portait depuis son départ de Vaucouleurs en février 1429. La légende a vite transformé son personnage, ici en Judith, là en bergère. Ces déformations font de ce dessin, griffonné à chaud le 10 mai 1429 par le greffier du Parlement de Paris Clément de Fauquembergue, une référence. Il est même devenu l'icône de l'héroïne par l'émotion qu'il suscite. Mais on oublie trop vite que ce portrait n'a pas été pris sur le vif. Il traduit plutôt la façon dont un officier royal, vivant à Paris sous la domination des Anglais qui y sont installés depuis le traité de Troyes (1420), imagine la Pucelle après avoir entendu le cri public annoncer leur défaite à Orléans.

[Lien via Europresse](#)

L'Histoire

1 février 2022

Avec Jean-Paul Demoule, professeur émérite de protohistoire européenne

Une révolution mondiale

La révolution néolithique, longtemps ignorée aussi bien des programmes scolaires de l'enseignement secondaire que dans notre culture générale, est devenue depuis quelques années un sujet de débats et d'interrogations. Ce n'est sans doute pas par hasard. Il y a 12 000 ans en effet (soit vers 10000 avant notre ère), la planète ne comptait pas plus de 2 à 3 millions d'humains, qui vivaient pour la plupart en petits groupes nomades de quelques dizaines d'individus. Ils se nourrissaient de chasse, de pêche et de cueillette et les différences sociales que nous livrent leurs tombes étaient pour la plupart ténues. En douze millénaires seulement, c'est-à-dire 4 % de la durée d'existence d' *Homo sapiens* , attesté depuis 300 000 ans, l'humanité a atteint 7 milliards d'individus, dont plus de la moitié vit dans des métropoles, sinon des mégapoles, tandis que quelques dizaines de personnes possèdent autant que la moitié la plus pauvre.

[Lien via Europresse](#)

France Culture
31 janvier 2022

Avec Julien Fretel, professeur de science politique à l'université

Les territoires fantômes de la République en marche

Ce lundi 31 janvier, nous partons à la recherche d'un territoire fantôme, celui de la République en Marche et du centrisme français. Du Val-de-Loire à la Bretagne et sur le littoral atlantique une carte électorale se dessine, mais peut-on parler d'une implantation locale ?

Avec Julien Fretel, professeur de science politique à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, en 2019 il co-dirige "*L'entreprise Macron*" aux éditions PUG dont le second volume doit paraître dans une quinzaine de jours.

[Lien vers l'émission](#)

Ouest France
30 janvier 2022

Avec Sébastien Ledoux, chercheur et chargé d'enseignement en histoire à l'université

ENTRETIEN. Présidentielle: pourquoi l'immigration prend le pas sur l'écologie et les autres sujets ?

À moins de 100 jours de l'élection présidentielle, les débats tournent plus autour des questions identitaires que des sujets de société. Les thèmes de l'immigration et de l'insécurité ont pris le pas sur l'urgence climatique, la santé, l'éducation, le pouvoir d'achat dans les interventions des candidats. Comme l'expliquer ? Sébastien Ledoux, chercheur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, historien et spécialiste du récit national, nous apporte son expertise.

[Lien vers l'article](#)

Non Fiction
28 janvier 2022

Avec Côme Simien, maître de conférences en histoire à l'université

La révolution française à la sauce vampires ?

Dans l'épisode 153 d'Histoire en séries, Côme Simien, spécialiste de la Révolution française revient sur une série fantastique diffusée sur Netflix qui a pour cadre la France durant cette période.

[Lien vers la vidéo](#)

Libération

28 janvier 2022

Avec Frédéric Sawicki, professeur de science politique

Le parti pris des citoyens

A l'approche de la présidentielle, le scrutin citoyen, organisé jusqu'à dimanche, profite de l'affaiblissement des formations politiques engagé depuis trente ans. Des appareils qui rejettent une union pourtant réclamée par une majorité de leur électorat.

Les politiques aiment prendre la parole. Ils décrochent rapidement, ils sollicitent aussi. Ces dernières heures, nous avons eu le droit à une autre ambiance. Les bavards ont coupé le son. Le contexte: la Primaire populaire -dont le vote s'est ouvert jeudi matin et se referme dimanche - demande aux 466895 personnes inscrites de désigner au jugement majoritaire (on classe les noms proposés par ordre de préférence) «la candidature la plus apte à rassembler et faire gagner la justice sociale, l'écologie et la démocratie» lors de la présidentielle.

[Lien via Europresse](#)

Libération

27 janvier 2022

Avec Christophe Charle, professeur émérite en histoire contemporaine

Christophe Charle et les pluriels de Paris

« Essuyer les plâtres » : l'expression date du milieu du XIXe siècle, lorsque les nouveaux immeubles de l'Ouest parisien souffraient d'un problème lié aux techniques de construction de l'époque, les plâtres enduisant les murs suintant longtemps l'humidité. Les chantiers voisins causant des nuisances sonores et les commerces étant encore trop rares aux alentours, ces immeubles reçurent dans un premier temps non pas l'élite sociale pour laquelle ils avaient été construits, mais cette fraction des classes moyennes qui souhaitait bénéficier des rabais initiaux sur les loyers - et aussi ces femmes entretenues que l'on appelait «lorettes» depuis la monarchie de Juillet, en référence au quartier Notre-Dame-de-Lorette où elles s'étaient concentrées. L'anecdote illustre l'ambition du dernier livre de Christophe Charle, professeur émérite à l'université

[Lien via Europresse](#)

The Conversation

27 janvier 2022

Avec Christine Dugoin-Clément, enseignante à l'IAE

Russie-Ukraine : la guerre est-elle inévitable ?

Cet hiver, Moscou a de nouveau entamé un vaste déploiement, qui s'accompagne de plusieurs exigences : la mise en œuvre des accords de Minsk II signés en 2015 ; et, surtout, l'engagement de l'OTAN de ne jamais intégrer l'Ukraine et de réduire sa présence dans les pays d'Europe orientale ayant rejoint l'Alliance depuis la fin de la guerre froide.

Malgré les tentatives de négociations entamées à Genève entre la Russie et les États-Unis, où l'Europe et l'Ukraine elle-même n'ont que peu voix au chapitre, les tensions ne cessent de monter entre Joe Biden et Vladimir Poutine. Si bien qu'une offensive de la Russie, si ses exigences ne sont pas satisfaites, apparaît à ce stade comme une possibilité alors même qu'elle aurait pour tous des conséquences désastreuses.

[Lien vers l'article](#)

lacl-aidc.blog

27 janvier 2022

Avec Neslihan Cetin, doctorante en droit public

La crise économique en Turquie fait-elle le jeu de culte de la personnalité d'Erdogan ?

La formule d'un « culte de la personnalité » a été inventée pour caractériser la déviation qu'avait représentée, aux yeux des dirigeants soviétiques poststaliniens, l'adoration organisée du « *petit père des peuples* », Staline. Carl Schmitt a eu recours à la formule romaine la *lex animata*, la « loi vivante » qu'il attribuait à l'empereur en vue de présenter le Führer comme « source de tout droit ». Si nous cherchons des illustrations plus contemporaines, Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre (2003-2014), puis président de la République de Turquie (depuis 2014) et qui est activement une figure de la vie politique depuis 1976, serait un exemple par excellence.

Il a réussi à construire un culte de la personnalité qui se manifeste sous plusieurs aspects. Sur le plan symbolique, le plus grand palais présidentiel du monde avec plus de 1000 chambres construit au mépris de plusieurs décisions de justice et des qualifications créatives comme « le gardien de notre démocratie, la voix forte de la nation volonté, la prunelle des yeux de notre nation, le brave fils de l'Anatolie et la fierté de la Turquie » imputées à Erdoğan attestent du niveau d'exaltation de sa personne.

[Lien vers l'article](#)

La Croix
27 janvier 2022

Avec Loïc Blondiaux, professeur de science politique

La « déferlante délibérative » : parler et se faire entendre

Face à l'érosion de la confiance des citoyens envers leurs institutions politiques, la démocratie participative est-elle la solution ? Le nombre d'initiatives qui se développent dans le monde pourrait le laisser penser. Dans son rapport publié en 2020, intitulé « Participation citoyenne innovante et nouvelles institutions démocratiques », l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), évoque une véritable « *vague délibérative* » .

Elle recense et analyse plus de 250 expériences d'assemblées ou de jurys composés de citoyens, parfois tirés au sort, à travers le monde. Les participants y sont invités à s'informer, à délibérer et à formuler des recommandations collectives qui tiennent compte de la complexité des enjeux stratégiques et des compromis qu'ils nécessitent. « *À part les décisions à caractère d'urgence absolue en politique internationale, aucun sujet ne peut échapper au regard des citoyens dans la mesure où ils ont le temps et l'information nécessaire pour se débrouiller dans des enjeux et résoudre des questions très complexes* » , observe Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

[Lien via Europresse](#)

L'Express
27 janvier 2022

Avec Mathieu Flonneau, maître de conférences en histoire à l'université et directeur de la formation Institut administration économique et sociale (IAES) de l'École de droit de la Sorbonne

La route, vecteur de liens économiques, sociaux et culturels

La route a marqué l'Histoire. Suivant les migrations des animaux, les courbes des rivières ou les passages entre monts et vallées, les chemins sont petit à petit devenus itinéraires vers les territoires de chasse, puis routes de la soie, voies romaines, *caminos del Inca*, parcours de pèlerinages... Offrant, à chaque fois, une découverte. D'un paysage toujours, de soi souvent, mais des autres aussi, de leur culture, de leur langue, de leurs coutumes, de leur philosophie de vie.

La route n'est pas appelée par hasard "voie de communication" ! C'est par elle que l'on a découvert la pensée grecque, le bouddhisme, la Bible et le Coran. Et bien plus tard, l'herbe à Katmandou, le rêve californien sur la route 66, la vie des autres sur la transsibérienne, l'immensité du Canada avec la transcanadienne. On fait un tour complet de l'Australie grâce à l'autoroute 1, on monte le long de la cordillère des Andes, sur la Ruta 40, en Argentine, de la Patagonie jusqu'à la frontière bolivienne, du niveau de la mer à quelque 4800 mètres d'altitude. Désormais, on découvre aussi les dernières avancées tech et biotech en prenant la Massachusetts Route 128, qui contourne Boston.

[Lien vers l'article](#)

Le Progrès
25 janvier 2022

Avec Hillel Rapoport, professeur en sciences économiques à l'université

L'immigration face au manque de main-d'œuvre ?

L'immigration est un des thèmes dominant la campagne présidentielle : 38 % des Français disent qu'ils y attacheront de l'importance au moment d'aller voter, d'après le dernier baromètre OpinionWay-Kéa Partners. L'immigration hystérise le débat politique car elle est surtout abordée sous l'angle identitaire, une vision réductrice qui fait l'impasse sur sa dimension économique.

Les patrons sont les premiers à dire que la France ne pourra pas se passer d'immigrés dans les années à venir. « La France est à 7 % de chômage. On ne peut pas imaginer de ne pas avoir de main-d'œuvre étrangère quand on arrivera à 4 % de chômage – dans certaines régions on y est déjà – si on veut de la croissance », expliquait Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, début janvier sur France Inter. « Si on décide d'un quota d'immigration chaque année, le job des chefs d'entreprise, c'est d'intégrer les immigrés. Il n'y a pas de meilleure façon de s'intégrer dans un pays que d'y travailler. »

[Lien via Europresse](#)

RFI
24 janvier 2022

Avec Frédérique Matonti, professeure en science politique à l'université

La gauche française est-elle menacée de disparition?

La rentrée de janvier 2022 n'aura pas éclairci le paysage politique à gauche. Ils sont neuf, peut-être même 10 candidats à se revendiquer de gauche et à vouloir se présenter devant les électeurs français, le 10 avril 2022, pour le premier tour de l'élection présidentielle. Et à en croire les sondages, aucun n'émerge pour se qualifier au second tour.

« *Le désolant spectacle d'une gauche mortifère* », titre *Le Monde* cette semaine quand *Libération* évoque « *une gauche sur plusieurs fuseaux horaires* ». Tandis que « *la gauche semble condamnée à faire de la figuration* » pour *l'Express* alors que *le Figaro* se demande si ce n'est pas « *le spectre de la disparition qui guette la gauche* ».

[Lien vers l'émission](#)

L'Orient Le Jour
24 janvier 2022

Avec Isabelle Sommier, professeure des universités et directrice adjointe du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

À trois mois de la présidentielle, forte augmentation des violences contre les élus dans l'Hexagone

Le député de la majorité Pascal Bois dormait chez lui fin décembre lorsque des pompiers l'ont réveillé pour lui annoncer que son garage brûlait. En France, les violences contre les élus ont fortement augmenté ces dernières années, notamment à quelques mois de la présidentielle.

« Il y a eu naturellement un moment de sidération, que j'ai assez vite dépassé. J'ai essayé de garder mon sang-froid », raconte-t-il. Le garage étant situé dans une dépendance, son domicile n'a heureusement pas été touché. « Très vite, j'ai compris que c'était un acte délibéré. »

Sur le muret de sa maison, à une trentaine de kilomètres de Paris, deux tags : « Ça va péter » et « Votez non » au passe vaccinal, un projet de loi alors en discussion, depuis lors validé par l'Assemblée nationale, où siège Pascal Bois, et le Sénat. Le député de La République en marche, le parti du président Emmanuel Macron, a soutenu ce dispositif détesté des non-vaccinés, qui leur interdit l'accès aux activités de loisir, restaurants, bars, et autres transports interrégionaux.

Ce n'était pas sa première alerte. En novembre, il avait déjà reçu des menaces de mort dans un courrier accompagné d'une balle.

[Lien vers l'article](#)

AFP
23 janvier 2022

Avec Wladimir Andreff, professeur émérite à l'université

JO-2022: le Covid fait gonfler la facture mais la Chine n'en a cure

Epreuves quasi sans spectateurs et surcoûts liés au Covid: la facture des JO de Pékin s'annonce plus salée qu'escompté mais la Chine en attend avant tout des retombées à long terme pour le secteur des sports d'hiver. Six mois après les Jeux olympiques d'été de Tokyo, la capitale chinoise s'apprête à accueillir du 4 au 20 février les seconds JO de l'ère Covid. A moins de trois semaines du début des épreuves, le comité d'organisation a annoncé lundi renoncer à vendre des tickets au grand public en raison d'une situation épidémique "compliquée". Pour éviter des épreuves sans spectateurs, des invitations pourraient toutefois être données à une poignée de personnes vaccinées. "Il y aura un manque à gagner certain du fait de la pandémie", affirme à l'AFP Wladimir Andreff, professeur honoraire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France) et spécialiste de l'économie du sport.

[Lien via Europresse](#)

France 5

23 janvier 2022

Avec Patrick Eveno, professeur émérite en histoire des médias

C Politique : S13 : Débat : Les médias, à la main des milliardaires ?

Dans cette seconde partie de l'émission, l'animateur et ses chroniqueurs proposent un débat autour d'une thématique avec des acteurs de la société civile, des intellectuels, des hommes politiques et des éditorialistes.

Les sénateurs s'inquiètent de la concentration des médias français entre les mains d'une poignée de milliardaires, une question d'autant plus sensible en pleine campagne présidentielle.

[Lien vers l'émission](#)

France Culture

21 janvier 2022

Avec Julie Gervais, maîtresse de conférences en science politique à l'université

Les termes du débat 21/44 : "Service public"

La notion de service public est un pilier de la République, sa défense ou au contraire son attaque sont des thèmes récurrents du débat politique, notamment durant la campagne présidentielle actuelle. Quelle a été l'évolution des services publics en France et vers quoi se dirige-t-on ?

[Lien vers l'émission](#)

Demain TV

21 janvier 2022

Avec Julie Gervais, maîtresse de conférences en science politique à l'université dont l'ouvrage "La Valeur du service public" a fait l'objet d'un débat

Tambour Battant : quel avenir pour le service public ?

[Lien vers l'émission](#)

The Conversation

19 janvier 2022

Avec Philippe Marchesin, maître de conférences en science politique

Portrait(s) de France(s) : Quelle politique étrangère, pour quelle France ?

En politique étrangère, Emmanuel Macron aura-t-il été un révolutionnaire, un réaliste ou un héritier ? Par-delà un bilan nécessairement complexe et profus, The Conversation fait émerger les contours de ce qu'aura été le « style Macron » dans ce domaine qui, à n'en pas douter, occupera une place majeure dans la campagne présidentielle des prochains mois – comme l'a déjà montré, par exemple, la polémique née de l'accrochage d'un drapeau européen sous l'Arc de Triomphe, ce 1^{er} janvier.

[Lien vers l'article](#)

Public Sénat

18 janvier 2022

Avec Paul Cassia, professeur de droit public et Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

L'action politique est-elle contrôlée par un « gouvernement des juges » ?

Des constitutionnalistes étaient invités à une table ronde par la mission d'information sur la judiciarisation de la vie publique. Et tous ne partageaient pas l'angle sur lequel ils étaient interrogés : la vie publique – et notamment la vie politique – est-elle véritablement de plus en plus régie par les juges ou bien est-ce un « fantasme » ?

[Lien vers l'article](#)

La vie des idées

18 janvier 2022

Avec Neslihan Çetin, doctorante en droit comparé à l'École de droit de la Sorbonne

Erdogan peut-il se représenter ?

Les élections présidentielles et législatives en Turquie, sous réserve de tenue d'élections anticipées, auront lieu en 2023. La candidature de Recep Tayyip Erdoğan à la présidentielle constitue une question d'actualité qui donne lieu notamment à un vif débat auprès de juristes en Turquie. Malgré l'annonce récente, par des porte-parole de l'AKP (Parti de la justice et du développement, dont R. T. Erdoğan est le président général) de sa candidature pour les élections à venir, il s'agit de savoir s'il pourrait, conformément à la Constitution, entamer un troisième mandat présidentiel alors que la Constitution limite le nombre de mandats qu'un président de la République peut effectuer à deux.

Premier ministre entre les années 2003 et 2014, R. T. Erdoğan a été élu Président en 2014 au suffrage universel direct. À la suite de la révision constitutionnelle de 2017 par laquelle la Turquie a abandonné le régime parlementaire pour passer au « système de la présidence de la République » (*Cumhurbaşkanlığı Hükûmet Sistemi*), tel qu'il est nommé par ses rédacteurs, il a été réélu en 2018. Élu donc déjà par deux fois, une lecture littérale de la Constitution permettrait *prima facie* de conclure que R. T. Erdoğan ne peut se représenter. Mais les apparences sont trompeuses.

[Lien vers l'article](#)

Les Echos

17 janvier 2022

Avec Nicolas Jacquemet, professeur de sciences économiques

Faux passes sanitaires : dans la tête des fraudeurs

La lutte contre les faux passes sanitaires ou vaccinaux est compliquée techniquement. Aussi des chercheurs tentent de cerner les motivations des fraudeurs et d'imaginer les messages capables de les faire changer de comportement.

Sur le papier, la campagne de vaccination contre le Covid-19 est, en France, un succès : selon les sources, entre 74 et 77 % des Français sont complètement vaccinés. De bons chiffres dus en partie à l'incitation de plus en plus forte à la vaccination induite par le passe sanitaire. Et les prochaines semaines diront si l'entrée en vigueur du passe vaccinal suffira à convaincre les récalcitrants. Petit bémol : tout le monde connaît autour de lui une infirmière, un chef d'entreprise, un conseiller municipal, etc. se vantant de posséder un faux passe. Combien sont-ils ? Impossible de le savoir (voir ci-dessous). Or ces faux constituent, bien sûr, un problème de santé publique, mais aussi un casse-tête statistique : ils brouillent les calculs sur l'efficacité des vaccins.

[Lien via Europresse](#)

Le Monde
17 janvier 2022

Avec Sandra Laugier, professeure de philosophie à l'université

Sandra Laugier, philosophe : « Nous assistons à l'avènement du nouvel âge de la désobéissance civile »

La renaissance de cette forme d'action politique, au cœur des luttes sociales actuelles, pose avec acuité la question de la compatibilité entre république et démocratie, analyse la philosophe dans une tribune au « Monde ».

Tribune. L'époque est à la désobéissance civile. Loin d'être un phénomène marginal, elle est au cœur du répertoire des luttes sociales et politiques du XXI^e siècle. Et ça marche : les associations d'aide aux clandestins de Calais obtiennent, en 2012, la suppression du « délit de solidarité » ; Carola Rackete, capitaine du Sea Watch 3, force en 2019 l'accostage de son navire pour débarquer quarante migrants rescapés dans le port de Lampedusa ; Cédric Herrou, emprisonné pour avoir aidé des migrants et récemment relaxé. Le mouvement Extinction Rebellion ou les « gilets jaunes » revendiquent le modèle. Pourquoi ce regain ?

[Lien via Europresse](#)

Le Figaro
17 janvier 2022

Avec Paul Cassia, professeur de droit public

Pourquoi n'y a-t-il pas de photo sur le passe sanitaire ?

Elle était réclamée par le patronat de l'hôtellerie-restauration, ainsi que par plusieurs parlementaires. Mais ceux-ci n'ont pas été entendus par le gouvernement. L'intégration d'une photo au passe sanitaire, bientôt transformé en passe vaccinal, a en effet été écartée par le gouvernement. Cette disposition ne figure pas dans le projet de loi adopté définitivement par l'Assemblée nationale dimanche, malgré plusieurs amendements déposés en ce sens.

Pourquoi un tel choix, alors que certains jugent qu'ajouter une photo au document n'avait que des avantages, notamment l'amélioration de la lutte contre les fraudes ou la simplification apportée aux contrôles d'identité ? Sollicité par *Le Figaro*, le secrétariat d'État chargé de la Transition numérique et des communications électroniques met en avant des considérations techniques.

[Lien via Europresse](#)

Public Sénat
17 janvier 2022

Avec Patrick Eveno, professeur émérite à l'École d'histoire de la Sorbonne

Rachat d'Itélé : « J'ai pris le parti de la rédaction face à Vincent Bolloré qui faisait du fox news », relate Patrick Eveno

« Merci, M. Eveno pour cette parole libre. Vous avez une certaine franchise dans votre expression ». Par ces mots de conclusions, le président de la commission sénatoriale sur la concentration des médias, Laurent Lafon (centriste) a bien résumé la tonalité de l'audition de cet après-midi.

Patrick Eveno, ancien président du Conseil de déontologie journalistique et de médiation (CDJM) et historien spécialiste des médias, n'a effectivement pas la langue dans sa poche. Il a en outre suivi les travaux de la commission. « On parle de concentration depuis les années 1970 depuis Robert Hersant. A la Libération, on parlait des trusts [...] C'est une vision très archaïque que défendent les gens que vous avez entendus, mais c'est un vieux débat antilibéral. On considère que la concentration, c'est mal. Pourquoi ? On ne sait pas ». Pour l'historien, la concentration est plus une question économique que démocratique.

[Lien vers l'article](#)

BFM TV
17 janvier 2022

Avec Robert Gary-Bobo, professeur en sciences économiques à l'université

Université : les étudiants passent à la caisse : "C'est aux universités elles-mêmes de décider de leur politique" pense Robert Gary-Bobo

[Lien vers l'émission](#)

France 5
17 janvier 2022

Avec Nicolas Offenstadt, maître de conférences en histoire à l'université

C ce soir : S2 : Raphaël Enthoven - Les dérives identitaires et la démocratie

La démocratie est-elle en danger ? Les menaces qui pèsent sur elle se multiplient, mais d'où viennent-elles ? D'anti-vax qui s'attaquent aux élus ? D'une ultra-droite chauffée à blanc qui a défilé ce week-end et menacé de mort des journalistes ? Ou d'une frange de la gauche anti-raciste, qui, au nom de l'égalité est accusée de mettre en péril les fondements de notre République universaliste ?

[Lien vers l'émission](#)

RFI

14 janvier 2022

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en économie à l'université

“Économie mondiale : faut-il craindre le scénario du pire ?

Inflation généralisée, pénuries de main-d'œuvre, ruptures de chaînes d'approvisionnement : la crise économique est bien installée. Après un début de reprise en 2021, la progression fulgurante du variant Omicron inquiète les grandes institutions internationales et les États, des grandes puissances aux pays en développement en passant par les émergents.

Ce pessimisme est-il exagéré ? Allons-nous vers une crise financière ? Les banques centrales doivent-elles agir grâce à l'outil des taux d'intérêt ? Faut-il à tout prix viser une reprise forte de la croissance, au détriment des exigences environnementales ?

[Lien vers l'émission](#)

Le Monde

14 janvier 2022

Avec Pierre Singaravélou, professeur d'histoire à l'université

Ces idéologies néoréactionnaires qui refusent les bouleversements du monde

Comment en est-on arrivé là ? Une France en apparence confinée dans ses remugles les plus rances. Une droite réactionnaire hégémonique dans la sphère médiatique, qui impose ses thématiques dans l'espace public. Une gauche atomisée, fracturée, au corpus idéologique non renouvelé, minée par le narcissisme des petites différences. Le conservatisme consacré, le progressisme dévoyé. L'universalisme confondu avec l'occidentalisme. L'antiracisme assimilé au totalitarisme. Ses nouvelles formes couvertes d'opprobre, taxées du sobriquet infamant d'« islamo-gauchisme » et censément disqualifiant de « wokisme ». Les féminismes de notre ère réduits à des « postures victimaires. Les jeunes mobilisés pour le climat comparés à des ayatollahs, et l'écologie à une nouvelle religion sectaire. L'université accusée de diffuser un « savoir militant » et d'importer des « théories étrangères. Le bien transformé en mal. Le bon en mauvais. Et le généreux en idiot.

[Lien via Europresse](#)

France TV info
13 janvier 2022

Avec Thomas Clay, professeur des universités en droit privé et en sciences criminelles

Jean-Michel Blanquer face à la colère des enseignants, Anne Hidalgo qui ne se soumettra pas à la Primaire populaire, la déclaration du maire PS de Marseille... Les informés de franceinfo du jeudi 13 janvier 2022

Les thèmes :

- **Journée de grève contre le protocole sanitaire dans les écoles** : plusieurs candidats de gauche, dont Anne Hidalgo, Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel et Christiane Taubira, ont rejoint les enseignants en grève qui défilaient à Paris ce jeudi. Le ministre de l'Education nationale, sous le feu des critiques, a reçu ce jeudi soir les syndicats des personnels de l'éducation.

- **Anne Hidalgo a présenté son programme** : la candidate PS à l'élection présidentielle annonce vouloir relever le smic de 15 %, soit 200€ nets par mois. Ce jeudi, elle assure également qu'elle ne se soumettra pas au résultat de la Primaire de la gauche.

- **Le maire PS de Marseille soutiendra le candidat vainqueur de la Primaire de la gauche**: première brèche dans la campagne de la maire de Paris ? Benoit Payan pourrait ne pas soutenir Anne Hidalgo.

[Lien vers l'émission](#)

France 5
13 janvier 2022

Avec Julie Gervais, maîtresse de conférences en science politique à l'université dont l'ouvrage "La valeur du service public" est cité à 1h 2min

C ce soir : S2 : Olivier Beaufrère - Crise sanitaire : jour de colère !

Dans C ce soir, retour sur cette journée de mobilisation du monde éducatif. En première ligne, l'école a craqué. Ce jour noir marque le début d'une mobilisation massive qui inquiète le gouvernement à quelques mois de la présidentielle avec un ministre sur la sellette. Après la crise sanitaire, est-ce le temps de la crise sociale et même politique ? La gestion de la pandémie peut-elle mettre en péril la pérennité des services publics ? Olivier Beaufrère, proviseur au lycée Joseph Talma à Brunoy et secrétaire national du SNPDEN-UNSA faisait partie du mouvement qui rassemblait professeurs, directeurs, inspecteurs et parents d'élèves.

[Lien vers l'émission](#)

Le Monde
13 janvier 2022

Avec Francis Kessler, maître de conférences en droit

Le décès en télétravail est-il un accident du travail ?

Un salarié en télétravail n'a pas participé à la réunion de service en ligne à laquelle il était habituellement assidu. Il n'a pas non plus répondu aux appels téléphoniques de ses collègues ni à ceux du service RH. Deux jours plus tard, il a finalement été découvert mort à son domicile. Comment savoir si ce drame est aussi un accident du travail ?

[Lien via Europresse](#)

Mediapart
12 janvier 2022

Avec Julie Gervais, maîtresse de conférences en science politique

La vraie valeur du service public

Rarement aura-t-on touché d'aussi près le besoin auquel le service public répond. Après deux ans de pandémie durant lesquels les restrictions financières qui pèsent sur l'hôpital, la recherche, l'éducation et les différents services publics se sont fait sentir directement dans la vie quotidienne des citoyens, chacun devrait être conscient de la valeur, pour un pays comme la France, de son service public. Et pourtant.

Et pourtant, jeudi 13 janvier, l'ensemble des syndicats de l'éducation nationale ont appelé à une journée de grève. Récemment, ce sont les magistrats qui avaient entamé un mouvement inédit de grève. Car, comme à l'hôpital et à l'université, à l'école et dans les tribunaux, l'argent manque et les effets des « réformes » passées se font encore sentir.

[Lien via Mediapart](#)

The Conversation

12 janvier 2022

Avec Pierre-Yves Hénin, chercheur associé en économie

La Chine, ou le paradigme du national capitalisme autoritaire

Au-delà de l'émergence d'une économie prétendant au premier rang mondial, la Chine de Xi Jinping impose le modèle d'un nouveau système international d'organisation politico-économique qui nourrit les reculs de la démocratie. Du fait de ses traits constitutifs, nous avons, dans un ouvrage coécrit avec Ahmet Insel, qualifié de national capitalisme autoritaire – ou NaCA –, ce système qui associe autoritarisme politique, idéologie nationaliste et économie capitaliste.

Certes, les NaCA comportent des modalités multiples, des « démocraties illibérales » d'Europe centrale à la « dictature orwellienne » chinoise, de la nostalgie de l'empire chrétien des tsars cultivée par le président russe Vladimir Poutine à l'hybridation de l'Islam et du nationalisme dans la Turquie d'Erdogan. Cependant, la variété des expériences historiques ne saurait occulter la rationalité commune à ces régimes qui prennent une part croissante dans l'économie et la politique mondiales. Aux États-Unis mêmes, le populisme de Donald Trump illustre l'attractivité du NaCA pour de larges secteurs de l'opinion dans un pays de vieille démocratie.

[Lien vers l'article](#)

Vie de l'université

La Dépêche

24 janvier 2022

Raphaëlle Laignoux, vice-présidente chargée de la vie étudiante et de la vie de campus à l'université est citée

Deux ans de Covid à l'université : le big-bang du distanciel et des inégalités accrues

La pandémie de Covid-19 a bouleversé depuis deux ans les universités dans le monde, les forçant à accroître leur recours au numérique, mais avec des situations différenciées entre régions et des inégalités accrues entre étudiants.

"Le gros changement observé durant la pandémie, c'est clairement la fermeture généralisée des campus au niveau international et une transition vers l'enseignement à distance, avec une grande hétérogénéité dans les réponses apportées et les niveaux de préparation", a expliqué à l'AFP Mathias Bouckaert, analyste à l'OCDE et spécialiste des questions universitaires.

"Dans certains pays, l'enseignement en ligne était déjà pratiqué, comme au Canada où les hivers rigoureux rendent parfois les déplacements impossibles. Dans d'autres pays comme la Turquie, où les lois imposaient un niveau important d'enseignement en présentiel, ces pratiques étaient beaucoup moins familières", poursuit-il.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

23 janvier 2022

à propos des doubles licences proposées par l'université

La voie royale des doubles licences à Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Il souffle comme un petit vent de panique, ce matin d'hiver, devant la porte de l'ancienne caserne Lourcine, boulevard de Port-Royal, dans le 13^e arrondissement de Paris. Alors que des agents administratifs filtrent l'entrée de ce campus tout neuf de l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, quelques étudiants s'impatientent. « J'ai un devoir sur table dans trois minutes », s'exaspère un jeune homme au catogan délacé, traversant en courant l'ancienne place d'armes. Ce site accueille notamment les élèves en double licence, le cursus de premier cycle les plus sélectifs de l'université parisienne. Il n'accepte aucun dilettante et manquer un examen n'est pas admissible. C'est la « voie royale », déclare Ryan Laloyer, 18 ans, en première année de droit-sciences politiques, une métaphore habituellement utilisé pour désigner les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

[Lien via Euroresse](#)

Le Monde
22 janvier 2022

Avec une ancienne étudiante de l'université

Grace Ly, autrice : « Quand ma mère me parlait devant l'école, j'entendais les moqueries, les imitations d'accent »

Animatrice et réalisatrice d'un podcast très suivi (« Kiffe ta race » chez Binge Audio, 4 millions d'écoutes sur les quatre-vingts épisodes), écrivaine (Jeune Fille modèle, Fayard, 2018), chroniqueuse culinaire (« La Petite Banane »), créatrice d'une websérie (Ça reste entre nous)... Depuis dix ans, Grace Ly, 42 ans, tisse sa toile autour d'un fil rouge : la place des personnes d'origine asiatique en France, leur héritage culturel mais aussi le poids des stéréotypes qui leur sont associés, à commencer par celui de « minorité modèle ».

Au fil des épisodes de sa série, dans son roman autobiographique ou dans son podcast, qu'elle coanime avec Rokhaya Diallo, elle explore aussi bien le fétichisme des hommes occidentaux pour les femmes asiatiques que les clichés autour la cuisine chinoise, la place des minorités sur les écrans, le rapport à l'école ou au travail des familles immigrées, la virilité des hommes asiatiques... Ce mois-ci, son podcast est devenu un livre, sorti ce 13 janvier aux éditions First (240 pages, 17,95 euros).

Fille de parents sino-cambodgiens exilés en France dans les années 1970, Grace Ly a grandi dans une marmite multiculturelle à Clichy, en banlieue parisienne. A 20 ans, elle était étudiante en droit à l'université Paris-I, heureuse mais encore loin d'avoir compris les multiples facettes de son identité.

Vos deux parents ont fui le génocide des Khmers rouges au Cambodge pour s'installer en France. Vous êtes née quelques années plus tard. Comment grandit-on avec le poids de ce passé ?

[Lien via Europresse](#)

Campus Matin
18 janvier 2022

Pierre Molard, responsable administratif à l'École de droit de la Sorbonne, Anaïs Crescenc, gestionnaire de scolarité des premières années de licence de l'université ainsi que Émeline Le Bars, responsable scolarité des premières années de master à l'université sont cités

Gestionnaire de scolarité : une fonction clé... mais fantôme !

Ils sont souvent le premier contact que les étudiants ont avec l'université. Pivots essentiels de tous cursus, les gestionnaires de scolarité ont connu, ces dix dernières années, une véritable révolution, avec la complexification croissante de leurs tâches. Le tout, sans réévaluation de ces personnels, toujours cantonnés, pour la plupart, à une fonction de catégorie C. La faute, notamment, à un *no man's land* administratif : le métier n'existe pas en tant que tel dans les grilles !

[Lien vers l'article](#)

RFI

18 janvier 2022

avec *Éric Dok-Kwadda, étudiant de l'université*

35 ans d'Erasmus, une des grandes réussites de l'Europe ?

«Je suis partie sans savoir parler anglais», «J'ai découvert que je voulais enseigner le français à l'étranger», «J'ai prouvé que j'étais capable de vivre seul et loin de ma famille»... ces témoignages sont des exemples de réactions d'étudiants partis pour leurs études avec le soutien du programme Erasmus +.

Depuis 1987, le programme Erasmus +, programme européen pour l'Éducation, la Formation, la Jeunesse et le Sport a bénéficié à 12 millions de personnes à travers l'Europe. Aujourd'hui, le budget d'Erasmus est en augmentation de 80% pour l'exercice 2021/2027, plus seulement centré sur l'Enseignement supérieur, ce programme peut bénéficier à des publics variés : élèves, apprentis, enseignants et formateurs, demandeurs d'emploi et adultes peu qualifiés, et s'ouvre à l'Afrique. Soufflons ensemble leurs 35 bougies.

[Lien vers l'émission](#)

France Culture

15 janvier 2022

à propos des actions de l'association Co'P1 avec l'intervention d'étudiants de l'université et de Paul Rateau, maître de conférences en philosophie à l'université

Étudiants : génération sacrifiée ?

« On ne pourra pas rester durablement dans un système qui n'a quasiment aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants... » a déclaré le président de la République ce jeudi 13 janvier, devant les présidents d'université.

Ainsi, la question de l'enseignement supérieur fait son entrée dans la campagne... Et si la question du modèle est ici posée par le presque-candidat Emmanuel Macron, que dire du prix payé par les élèves des universités durant cette pandémie de Covid ? C'est peu dire que la note est amère : Les étudiants français sont en souffrance. Pauvreté, perte d'emploi, santé mentale fragile, isolement... Des files d'attentes pour les distributions alimentaires à l'explosion des troubles anxieux et dépressifs, de l'augmentation des pensées suicidaires au passage à l'acte, la pandémie a révélé la précarité extrême d'une partie de la jeunesse.

A l'orée de cette troisième année sous Covid, comment analyser la situation d'extrême dénuement d'une partie des étudiants français ? Et en quoi cette réalité estudiantine illustre-t-elle aussi les bouleversements que traversent les universités et le corps académique, à l'heure où l'organisation, en ce moment même, des partiels sanctionnant le premier semestre de l'année scolaire est perturbée par la diffusion du variant Omicron

[Lien vers l'émission](#)
